

PLAN D'ACTION 2025

Objectif, stratégies et moyens d'action pour le MDN

Contexte et analyse de la situation politique

Au cours de la dernière année, les interventions du MDN n'ont pas réussi à infléchir la volonté du Premier ministre Legault à ne plus revenir sur le dossier de la réforme du mode de scrutin malgré le fait que les résultats des sondages indiquent que son parti risque d'être à son tour très défavorisé par le système électoral qu'il avait lui-même dénoncé à plusieurs reprises jusqu'en décembre 2021. Pour le moment, rien n'indique un retour de Legault et de la CAQ à leurs projets vertueux du passé même si plusieurs députés et partisans regrettent le reniement de la parole donnée.

Dans la faveur populaire, la CAQ a été remplacée par le Parti québécois qui trône depuis plusieurs mois dans les sondages politiques avec un appui autour de 35%. Si cet appui se maintenait, le PQ pourrait même se retrouver avec un gouvernement majoritaire grâce au mode de scrutin qu'il dénonce depuis maintenant une dizaine d'années ! Les distorsions et les enjeux liés à notre mode de scrutin semblent se répéter.

Signataire de la défunte entente transpartisane de 2016-2018 avec la Coalition Avenir Québec, le PQ et QS ont poursuivi leur alliance pour poursuivre le projet de réforme du système électoral. En octobre 2023 avec l'appui actif du MDN un nouveau projet de loi (projet 499) pour instaurer un mode de scrutin proportionnel mixte avec listes régionales a été déposé à l'Assemblée nationale par Québec solidaire alors que de son côté le Parti québécois lançait une pétition parlementaire qui, finalement au début de décembre, récoltera près de 22 000 signatures. Puis en mai 2024, le PQ et QS avec en plus le Parti conservateur du Québec, le Parti vert et Climat-Québec, réitèrent l'engagement commun de mettre au rancart notre vieux mode de scrutin lors de la célébration du 25^e anniversaire du Mouvement Démocratie Nouvelle.

Quant au Parti libéral du Québec qui jouit toujours de son statut d'opposition officielle même s'il a obtenu moins de votes que le PQ et QS en octobre 2022, il maintient encore son refus d'une réforme du système électoral. Rappelons qu'entre 2003 et 2008 le gouvernement libéral de Jean Charest avait proposé une réforme selon le même modèle de base que le projet de loi 499 !

Cela dit, il faut savoir que comme dans le cas de la CAQ, il y a toujours des partisans de la réforme au sein du PLQ. D'ailleurs des membres qui sont en contact avec le MDN s'activent avec ardeur pour convaincre des candidats à la chefferie en cours de ramener leur parti dans le sillage d'un véritable renouveau démocratique qui lui permettrait d'avoir une représentation parlementaire plus étendue à l'échelle du Québec tout entier.

En octobre 2025, débutera le compte à rebours en vue de la prochaine élection générale du 1^{er} octobre 2026.

Objectif

Un ralliement politique en faveur d'un mode de scrutin proportionnel mixte avec listes régionales basé au départ sur le projet de loi 499 et visant le changement souhaité pour une mise en vigueur lors de l'élection générale suivant celle de 2026.

Actions stratégiques envisagées

1. Demande formelle de l'AGA du MDN et de ses partenaires de la *Coalition pour une réforme électorale maintenant* pour que le gouvernement Legault appelle pour étude, bonifications et adoption le projet de loi 499.
2. Préparation puis signature officielle d'une nouvelle entente regroupant le maximum de partis politiques possible pour un engagement électoral commun lors de la campagne électorale de l'été 2026. Les partis signataires s'engageraient, si une majorité de la population les appuie, à instaurer un nouveau mode de scrutin proportionnel mixte avec listes régionales qui sera en vigueur pour l'élection générale suivante.
3. Développement de stratégies de coopération entre le MDN et les mouvements sociaux, notamment par la relance de la Coalition pour la réforme électorale maintenant !
4. Maintien et renforcement des liens du MDN avec ses partenaires, ses membres et ses sympathisants.es

Moyens envisagés

1. Démarches auprès des organisations partenaires pour solliciter leurs appuis politiques et financiers.
2. Démarches auprès des dirigeants des partis politiques pour solliciter leurs engagements et leurs appuis.
3. Mise sur pied d'un comité responsable de l'éducation populaire pour développer un argumentaire reliant les enjeux sociaux aux conséquences du système électoral, afin de démontrer l'urgence et la nécessité d'obtenir un nouveau mode de scrutin.
4. Mise en place, notamment via un appel à contribution aux membres de la coalition pour la réforme électorale Maintenant !, d'un comité responsable de faire des démarches auprès des mouvements sociaux pour développer des collaborations entre eux et le MDN.

5. Organisation d'un événement autour de l'anniversaire de l'élection du 3 octobre 2022 et de la *Journée internationale de la démocratie* pour marquer le lancement de l'année électorale en signant une nouvelle entente transpartisane.
6. Veille constante de l'actualité politique et interventions les plus nombreuses possibles pour maintenir présente dans l'opinion publique la cause de la réforme du mode de scrutin.
7. Envois réguliers d'informations et organisation de séances de vulgarisation avec les partenaires et les sympathisants.es.
8. Maintien d'un site web attractif et d'une présence active sur les réseaux sociaux.
9. Consolidation et pérennisation du financement du MDN.